



Mon ambition
pour mon pays
le **BURKINA FASO**

2016 - 2020



MA VISION POUR LE BURKINA

S'APPUYER SUR UNE VISION CLAIRE POUR CONSTRUIRE LE NOUVEAU BURKINA

- ✓ Faire du burkindlim, le creuset de nos valeurs, le socle de notre identité et la boussole de notre développement
- ✓ Refonder notre modèle de gouvernance socio-politique
- ✓ Promouvoir un nouveau modèle de développement, centre sur les besoins élémentaires de nos populations
- ✓ Reconstruire la société, pour en faire un nouvel espace de dignité et de solidarité
- ✓ Fonder un nouvel État : un État « Développementiste » c'est-à-dire un Etat qui saura trouver les moyens de faire usage de son autorité, de sa crédibilité et de sa légitimité avec force exécutoire pour élaborer et appliquer des programmes et politiques de développement visant à promouvoir la transformation et la croissance et à mettre en valeur les capacités humaines.

Cet Etat va agir en liaison étroite avec le secteur privé selon le principe bien connu de subsidiarité : ce que l'Etat sait faire mieux, ce sera à lui de le faire ; ce que le secteur privé sait faire mieux, ce sera à lui de le faire !



DEVELOPPER RÉSOLUMENT LES PILIERS DE NOTRE PROSPÉRITÉ

1. LANCER UNE REVOLUTION AGRICOLE POUR ASSURER A CHAQUE BURKINABE TROIS REPAS PAR JOUR, ET POUR ACCROITRE NOS RECETTES D'EXPORTATION

- ✓ Une réorganisation du monde rural et du mode de production agricole ;
- ✓ Développer les filières agricoles et établir un nouvel équilibre entre cultures ; vivrières et cultures de rente ;
- ✓ Une mécanisation et une modernisation générale du secteur agricole ;
- ✓ Un nouvel outil de financement de l'agriculture ;
- ✓ Le développement d'une nouvelle hydraulique agricole ;
- ✓ Une nouvelle gestion des sols dans une gouvernance environnementale de développement durable ;
- ✓ La prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles.



2. LANCER UNE REVOLUTION INDUSTRIELLE, POUR OFFRIR DES EMPLOIS DURABLES AUX BURKINABE

- ✓ Assoir les bases institutionnelles et technologiques d'une industrialisation rapide et performante ;
- ✓ Promouvoir l'industrie agro-alimentaire ;
- ✓ Développer les industries légères.

3. AUGMENTER LA PRODUCTIVITE DES SECTEURS DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

- ✓ Améliorer la productivité et la compétitivité des productions animales ;
- ✓ développer les productions fauniques ;
- ✓ Vers un renouveau de la pêche ;

4. Doter notre pays d'infrastructures modernes pour assurer son désenclavement

- ✓ Au niveau du développement du réseau routier ;
- ✓ Au niveau du développement du transport ferroviaire ;
- ✓ Au niveau du développement du transport aérien ;
- ✓ La coordination des interventions en matière d'infrastructures au niveau supranational.

5. GERER NOS RESSOURCES MINIERES POUR LE BENEFICE DES POPULATIONS BURKINABÈ

- ✓ Améliorer la gestion et les revenus du secteur minier ;
- ✓ Prendre à bras le corps la situation des populations riveraines ;
- ✓ Régler les problèmes liés à l'orpaillage ;
- ✓ Protection de l'environnement et gestion durable des terres.

6. FAIRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE ET DU TOURISME, UNE NOUVELLE MINE DE DEVELOPPEMENT

- ✓ Accroître l'attractivité des sites touristiques
- ✓ Promouvoir les valeurs et le savoir-faire endogènes dans les stratégies de développement
- ✓ encourager et soutenir les initiatives de promotion culturelle et touristique locales et nationales ;
- ✓ promouvoir les formes de tourisme respectueuses de l'environnement, des cultures locales et de la santé des populations (écotourisme, agrotourisme et tourisme culturel) ;
- ✓ créer des villages artisanaux en mettant l'accent sur les spécificités régionales ;
- ✓ poursuivre la création dans chaque région de salles de spectacles dont la gestion sera tripartite : l'État, collectivités territoriales, les organisations professionnelles des hommes de culture ;
- ✓ valoriser les colonies de vacances à l'intérieur du pays ;
- ✓ accompagner les artistes dans les acquisitions des matériels discographiques et cinématographiques afin d'avoir des œuvres compétitives et de qualité ;
- ✓ faire respecter le quota de la musique burkinabè sur les antennes des médias nationaux ;
- ✓ inciter les sociétés privées à sponsoriser les manifestations culturelles;
- ✓ réglementer et faciliter l'implantation des structures de distribution d'œuvres artistiques ;
- ✓ accompagner les lauréats de la Semaine Nationale de la Culture (SNC) à prêter dans les différentes représentations diplomatiques du Burkina Faso, notamment dans la sous-région ;
- ✓ promouvoir les comportements valorisant la culture burkinabè par le gouvernement ;
- ✓ renforcer la lutte contre la piraterie des œuvres artistiques.

7. METTRE EN ŒUVRE UNE NOUVELLE G. METTRE EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE DU SPORT

- ✓ Promouvoir la pratique du sport pour tous pour le bien-être social ;
- ✓ Développer le sport de compétition dans une perspective d'émergence d'un sport de haut niveau ;
- ✓ améliorer les cadres d'évolution et rendre plus favorables les conditions de pratique du sport ;

8. MIEUX EXPLOITER LE POTENTIEL ECONOMIQUE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

• Développer les infrastructures

- ✓ mettre en œuvre la stratégie de l'accès universel;
- ✓ développer un réseau d'accès à très haut débit urbain;
- ✓ élaborer et mettre en œuvre la politique nationale de cyber sécurité ;
- ✓ fournir aux populations l'accès au large bande, à des prix abordables ;
- ✓ déployer des cyber-centres communautaires dans les communes rurales ;
- ✓ développer l'offre de services de communications électroniques sur toute l'étendue du territoire national ;
- ✓ promouvoir l'intégration des Télécommunications/TIC dans tous les processus socio-économiques ;
- ✓ engager l'ensemble de la société dans un processus d'appropriation des Télécommunications /TIC.

• Développer les infrastructures et services Télécom/TIC et Postes par :

- ✓ l'extension du backbone en fibre optique de l'opérateur historique par la construction des nouveaux liens et la réalisation des interconnexions transfrontalières en fibres optiques avec le Ghana, le Togo et le Niger,

- ✓ l'extension et le renforcement du Réseau informatique national de l'administration (RESINA)
- ✓ le développement des infrastructures et services postaux
- ✓ le développement des infrastructures de communication électronique.
- ✓ promouvoir la concurrence dans le secteur de la téléphonie mobile pour que des privés burkinabés et/ou étrangers (PME, GIE) puissent investir ;

• **Moderniser l'administration publique en :**

- ✓ rationalisant les acquisitions de l'Administration dans le domaine des TIC ;
- ✓ mettant en ligne l'Administration publique ;
- ✓ faisant la promotion de l'intégration des Télécommunications/TIC dans tous les processus socio-économiques.

• **Développer une nouvelle industrie du Numérique**

- ✓ à l'image de la Silicon Valley aux USA, je vais mettre en place une zone spéciale, dédiée à l'éclosion d'une nouvelle industrie du numérique. Je la baptiserai «Faso Bangré »;
- ✓ un Fonds de Capital Risque sera mis en place pour accompagner ces « start – ups ! » dans le but de stimuler la création d'emplois pour les jeunes à travers la création de PME dans le domaine des TIC en



complicité avec les banques et institutions de financement des projets innovants TIC et ce sur toute l'étendue du territoire. Pour ce faire, mes efforts consisteront à améliorer l'accès aux TIC sécurisées et à moderniser l'administration ;

- ✓ un autre domaine auquel j'apporterai un appui décisif, c'est celui de l'e-banking.

9. TRANSFORMER NOTRE DIPLOMATIE EN UNE VERITABLE DIPLOMATIE DE DEVELOPPEMENT

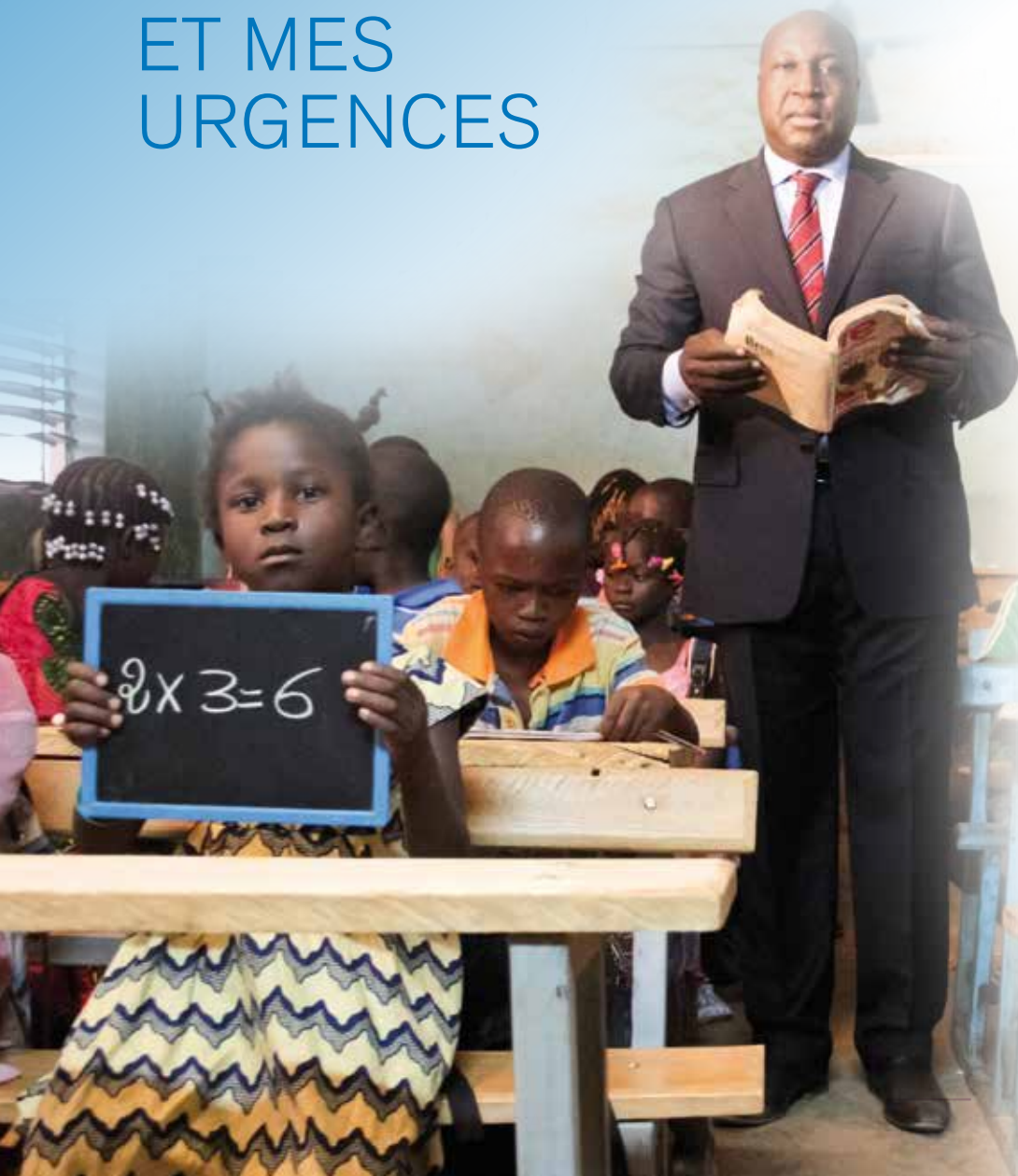
- ✓ redéfinir notre approche diplomatique
- ✓ rationaliser notre présence dans le monde
- ✓ réorganiser nos missions diplomatiques

10. ASSOCIER NOTRE DIASPORA À NOTRE EFFORT DE DÉVELOPPEMENT

• **La diaspora burkinabè, un acteur à part entière de l'effort national de développement.**

- ✓ reconnaître les Burkinabè de l'étranger comme des partenaires du dialogue politique et social et des acteurs incontournables de notre développement, de l'évolution de nos institutions et de notre économie;
- ✓ définir et partager avec la Diaspora elle-même une vision commune sur la manière de mobiliser les ressources (financières, intellectuelles, etc.) de la diaspora pour le développement national et pour réaliser des progrès ;
- ✓ déployer une démarche volontariste pour créer un environnement et les conditions favorables à la captation, à l'orientation et à l'utilisation (évaluation) du potentiel économique non encore structuré de la diaspora ;
- ✓ établir une certaine cohérence entre les initiatives en faveur de la diaspora et les questions relatives à l'aide ou aux échanges internationaux ;

MES PRIORITES ET MES URGENCES



LA JEUNESSE, NOTRE CAPITAL, NOTRE DÉFI, NOTRE AVENIR

Les jeunes sont au premier rang des urgences de notre programme. La jeunesse est plus qu'une priorité pour l'UPC. Elle est la cause, le fondement de notre lutte.

- ✓ 1 876 Milliards de Fcfa seront investis pour la jeunesse
- ✓ Créer 700 000 emplois décents en cinq ans
- ✓ Faire de l'Éducation pour Tous (EPT) une réalité au Burkina en portant le taux de scolarisation à 100% en 2020
- ✓ cinq cent (500) centres d'éveil et d'éducation préscolaire (CEEP),
- ✓ cent cinquante (150) espaces d'entraide communautaire pour l'enfance (EECE)/Bisongo,
- ✓ quatre cent (400) haltes garderies et espaces d'éveil éducatif (3E).
- ✓ 34000 salles de classes pour le primaire
- ✓ 3500 logements pour les enseignants
- ✓ Revaloriser la fonction enseignante
- ✓ Mettre fin aux écoles sous paillettes
- ✓ Lancer l'opération « un enfant-une classe-un repas à midi »
- ✓ 20 collèges d'enseignement technique (CET) et 250 Ateliers d'Enseignement et de Formation Technique (EFTP)
- ✓ Porter le taux de scolarisation au secondaire à 35% en 2020
- ✓ étendre la gratuité de l'éducation de base au post-primaire pour les enfants âgés de 12 à 16 ans.

- ✓ construire sur cinq ans, 100 centres d'éducation de base non formelle (CEBNF) et assimilés et 800 Centres d'Alphabétisation de Base (CAB) pour adolescents.
- ✓ promouvoir l'alphabétisation en langues nationales à travers la traduction des documents officiels et des discours en langues nationales, etc.
- ✓ créer des centres de recherche et de développement de nos langues nationales pour y inclure des concepts modernes.
- ✓ Atteindre le ratio de 500 étudiants pour 100 000 habitants à l'horizon 2020
- ✓ lancer le programme « un étudiant-un ordinateur »
- ✓ Assurer l'internet à haut débit en libre accès dans toutes les universités et bibliothèques publiques.
- ✓ Accélérer le programme « une région, une université ».

- ✓ Réviser entièrement le système de bourses, pour offrir au maximum d'étudiants l'aide dont ils ont besoin.
- ✓ Revoir à la hausse les montants de l'aide et du prêt accordés par le FONER
- ✓ Étendre le bénéfice des bourses et des produits du FONER (l'aide et le prêt) aux étudiants des universités privées.
- ✓ Lancer un Fonds National de Capital Risque pour soutenir les projets d'entreprise des jeunes et des femmes en particulier ;
- ✓ Développer et soutenir les incubateurs d'entreprise et la création de clubs de jeunes entrepreneurs ;
- ✓ Instaurer un quota jeune pour les élections municipales et législatives ;



FAIRE DE LA FEMME, LA PREMIERE LOCOMOTIVE DE NOTRE DEVELOPPEMENT

Un budget de **117 Milliards de FCFA en faveur des femmes**

- ✓ Assurer la gratuité des *soins obstétricaux et néo nataux* dans les centres de santé ;
- ✓ Exempter du paiement des soins la femme enceinte et les enfants de moins de cinq (05) ans ;
- ✓ Favoriser l'accès des femmes aux *services de santé de la reproduction de qualité* ;
- ✓ Prévoir des salles d'hospitalisation à part pour les femmes malades ;
- ✓ *Faciliter l'accès des femmes à la terre à des fins agricoles* ;
- ✓ Créer une *Banque de soutien à la femme opérationnelle dès 2016*,

et qui aura pour mission la promotion de l'entrepreneuriat féminin et le développement des activités génératrices de revenus (AGR) ;

- ✓ *Installer en milieu rural, plus de 20 000 plateformes multifonctionnelles* au profit des femmes d'ici 2020, soit en moyenne 4 000 par an ;
- ✓ Mettre en place un *compendium des compétences féminines* ;
- ✓ *Initier des mesures spéciales* pour assurer la représentativité équitable des femmes ;
- ✓ *Mettre en place un fonds spécifique pour les activités politiques des femmes* tel que souhaité par les femmes lors du sommet de l'Union Africaine (UA) en juin 2014 ;
- ✓ Établir un *quota de femmes pour le Gouvernement* ;



VALORISER LE TROISIEME AGE, GARDIEN DE NOS VALEURS, MEMOIRE DE NOTRE HISTOIRE

Lors du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2006, il a été dénombré 712 573 personnes âgées de 60 ans et plus, soit une proportion de 5,1% de la population totale résidente.

- ✓ Subventionner les soins de santé des personnes âgées à hauteur de 60% ;
- ✓ Créer des centres de prise en charge des personnes âgées former des géiatres ;
- ✓ Impliquer les personnes du troisième âge dans l'éducation, l'édification d'une conscience collective nationale par l'enseignement des valeurs culturelles nationales ;

RESOUDRE DEFINITIVEMENT LA QUESTION ENERGETIQUE

Le Burkina Faso fait partie des pays africains où le taux d'accès à l'électricité de la population est le plus faible. Une stratégie à trois vitesses pour l'énergie, l'une dans l'immédiat, l'autre à court-terme et la dernière à moyen et long terme.

Un budget de 1 094 Milliards de Fcfa sera alloué au développement de ce secteur.

- ✓ achat en urgence de groupes électrogènes manufacturés en container d'une puissance totale de 80 MW ;
- ✓ électrifier à partir du solaire des infrastructures scolaires et sanitaires dans les communes et installer des chauffe-eau et des cuiseurs solaires dans les formations sanitaires, les orphelinats, les cantines scolaires et les restaurants universitaires ;
- ✓ poursuivre les projets hydro-électriques en cours, comme celui de Samandeni (2,6 MW).
- ✓ Construction d'une grande centrale solaire à concentration sera engagé pour une capacité totale de 160 mégawatts (MW). Le projet sera réalisé sur 5 ans, avec un montage financier impliquant à la fois l'État et des investisseurs privés ;

- ✓ construction accélérée de six (6) centrales solaires photovoltaïques, connectées au réseau national d'une capacité de 20 MW chacune et d'un coût unitaire estimé à 30 milliards de F CFA,
- ✓ accélérer la construction de la centrale solaire de 33 MW de Zagtoui pour un montant d'environ 46 milliards de FCFA, financement acquis ;
- ✓ Mise en place d'un programme accéléré d'équipement en mini centrales électriques hybrides (solaires-thermiques) pour les grosses unités de consommation électrique;
- ✓ généralisation des installations individuelles sera initié pour la production d'énergie solaire pour les ménages à revenus moyens et élevés ;
- ✓ Construction d'une centrale thermique, à l'horizon 2020-2025, d'une capacité de 350 mégawatts et d'un coût estimé à 350 milliards de F CFA, sera engagée. Le financement sera 100% privé et sous forme de concession de type « construire, exploiter et transférer » ;
- ✓ Construction d'une centrale nucléaire civile en partenariat avec les pays de la CEDEAO, ou de l'Union africaine ;
- ✓ Électrification de 500 villages par an en raison de 100 millions de FCFA par village soit un investissement annuel de 50 milliards de FCFA ;



ASSURER A TOUS LES BURKINABE L'ACCES A DES SOINS MEDICAUX DE QUALITE ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE



« Aucun Burkinabè ne doit mourir par manque ou insuffisance de soins. »

Le passage du taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes de 341 à 170 et celui de la mortalité infantile pour 1000 de 65 à 32 à l'horizon 2020 ne sera pas un rêve. 2 032

Nous allons investir au moins 2 032 milliards de Fcfa dans le secteur de la santé, ce qui permettra de :

- ✓ réduire prioritairement le rayon d'accès aux centres de santé en vue de faire passer le ratio « habitants par CSPS » de 9 759 à 7000 en 2020 en construisant davantage de CSPS.
- ✓ réduire le rayon moyen d'action théorique de 7 km à 4 km, d'améliorer les pistes conduisant aux CSPS : « un CSPS-une ambulance-une route aménagée vers le village le plus proche »
- ✓ Doter les Centres Médicaux avec Antennes chirurgicales (CMA) d'au moins deux (2) ambulances pour l'évacuation des malades.
- ✓ Baisser de 60% des dépenses de santé des ménages avec la mise en place de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) d'ici à 2020 ;
- ✓ Faciliter l'accès aux soins de santé à toutes les couches sociales, la gratuité de certains soins sera réelle à moyen et long termes ;
- ✓ Assurer la prise en charge sanitaire des groupes vulnérables par l'Etat ;
- ✓ Garantir la sécurité des produits pharmaceutiques et des autres produits sanitaires, les capacités des structures de contrôle en la matière seront renforcées avec une application rigoureuse des sanctions ;
- ✓ Faire du métier d'agent de santé un métier attractif où y vont ceux qui en ont la vocation ;

METTRE EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

30 litres d'eau potable par jour et par personne et 10 litres par jour pour le bétail.

- ✓ en milieu rural : faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 76% en 2015 à 85% en 2020 ;
- ✓ en milieu urbain: faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 87% en 2015 à 95% en 2020 pour Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, et dans les autres centres de 57% en 2015 à 85% en 2020 ;
- ✓ réaliser 17 000 nouveaux points d'eau de 2016 à 2020 ;
- ✓ Réaliser 350 systèmes d'adduction en Eau Potable Simplifiées (AEPS) 2016 à 2020 ;
- ✓ en milieu rural : faire passer le taux d'accès à l'assainissement de 10% en 2015 à 40% en 2020 ;
- ✓ en milieu urbain: faire passer le taux d'accès à l'assainissement de 34% en 2015 à 70% en 2020 ;
- ✓ Construire systématiquement des canalisations dans tous les quartiers lotis afin d'éviter de revivre le cauchemar des inondations de septembre 2009 ;
- ✓ Instituer une journée nationale de salubrité chaque trimestre sur toute l'étendue du territoire ;
- ✓ Paver ou bitumer toutes les rues dans tous les quartiers des grandes villes ;



APPORTER DES SOLUTIONS RAPIDES ET CONCRETES A LA QUESTION DU LOGEMENT

- ✓ Réalisation d'un audit sur les lotissements passés dans toutes les communes
- ✓ Mettre fin à la spéculation en matière de logement;
- ✓ Révision des règlementations en matière de lotissement et de construction en vue de réglementer la taille des parcelles en fonction de la destination.
- ✓ Construction des Habitats à Loyer Modéré (HLM);
- ✓ Construction des cités autour des pôles de croissance ou de zones de production en milieu rural au profit des exploitants agricoles;
- ✓ Appui apporter aux travailleurs du secteur privé pour l'acquisition des logements sociaux en concertation avec leurs employeurs ;
- ✓ Baisse du prix des matériaux de construction;
- ✓ Création d'une banque publique d'investissement pour racheter les prêts immobiliers des agents de l'État et du privé afin de leur permettre de les rembourser sur une période plus longue, selon le modèle développé dans certains pays.;
- ✓ Réglementation et encadrement des prix des logements sur toute l'étendue du territoire;

RELEVER DE MANIERE SUBSTANTIELLE LE POUVOIR D'ACHAT DES MENAGES

L'amélioration du pouvoir d'achat est un défi à relever par les pouvoirs publics au regard du coût actuel de la vie. Pour accroître le pouvoir d'achat des ménages, les mesures suivantes sont envisagées :

- ✓ Augmentation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui doit passer progressivement de 30 064 FCFA à 40 255 FCFA ;
- ✓ Exonération de l'Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS) des salaires inférieurs ou égaux à 45.000FCFA par mois
- ✓ Maintien de la subvention et accessibilité du gaz aux ménages en milieu urbain et semi urbain;
- ✓ Création d'une grande centrale d'achat des produits de grande consommation;
- ✓ Institution des Cantines Administratives;
- ✓ Développement du transport en commun des populations dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, pour réduire leurs dépenses de transport.

LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA CORRUPTION ET L'IMPUNITÉ

- ✓ Tolérance zéro contre la corruption et l'impunité
- ✓ installation d'une Cour de Répression de la Délinquance Économique et Financière (CRDEF)
- ✓ Mise à la disposition de la justice de tous les moyens nécessaires pour engager des poursuites judiciaires et solder tous les dossiers de crimes de sang survenus dans notre pays ;
- ✓ Organisation d'une opération Vérité, Justice et Réconciliation ;

- ✓ Les incompatibilités et les obligations assignées aux membres du gouvernement et aux autres hauts fonctionnaires seront strictement respectées ;
- ✓ Création d'une police économique et financière: avec pour mission de démasquer toutes les pratiques économiques et financières irrégulières;
- ✓ Respect de l'équité dans la participation aux marchés publics ;
- ✓ Application rigoureuse de la loi portant sur le délit d'apparence ;
- ✓ Les principes de transparence, d'équité, d'éthique et de responsabilisation dans la gestion de la chose publique seront promus et valorisés ;
- ✓ Les responsables de la gestion de la chose publique seront tenus à l'obligation de rendre compte ;
- ✓ Transparence dans le traitement des dossiers par les agents;
- ✓ Mise en place d'une véritable politique de répartition des revenus;
- ✓ Chaque fonctionnaire devra mériter son salaire. La fonction publique ne sera plus une sinécure ;



VEILLER A ASSURER UNE MEILLEURE SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

- ✓ Donner à notre police nationale plus de moyens pour faire son travail;
- ✓ Améliorer la formation de nos forces de sécurité, en liaison avec les nouvelles formes de délinquance ;
- ✓ Multiplier les patrouilles de jour comme de nuit dans les centres urbains et en équipant nos villes de caméras de surveillance. La présence policière sera permanente au niveau des zones criminogènes urbaines ;
- ✓ Renforcer la confiance, la coopération et le partage de renseignements au sein de notre tissu social ainsi qu'avec nos institutions ;

- ✓ Instituer un couvre-feu permanent pour les mineurs de moins de 10 ans dans les grands centres urbains (à l'exception de ceux accompagnés par des majeurs);
- ✓ Instituant une police des quartiers qui viendra renforcer la police de proximité;
- ✓ Obliger les fabricants d'engins à munir ceux-ci d'un mini GPS ou d'un code secret de démarrage, pour pouvoir les vendre au Burkina Faso.
- ✓ Lutter contre le trafic de drogue et autres substances illicites
- ✓ Lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes
- ✓ Durcissement des sanctions contre le non respect du code de la route
- ✓ Rendre obligatoire le permis de conduire pour circuler dans les grandes villes ;
- ✓ Lutter contre le trafic des produits alimentaires.



REPENSER NOTRE POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE

- ✓ Engager une réforme de l'armée pour l'enraciner dans un socle de valeurs éthiques, professionnelles, de loyauté, de patriotisme, d'intégrité, du sens du devoir, de l'esprit républicain ;
- ✓ Moderniser notre armée en la dotant d'un format opérationnel, d'un système de communication interne et externe efficace, de moyens financiers, matériels et humains adéquats ;



- ✓ Créer les conditions optimales pour une complémentarité entre forces de Défense et de Sécurité ;
- ✓ Mettre chaque chef militaire et chaque militaire selon son rang, à son poste de mérite au regard de son profil de carrière et surtout de ses compétences et de ses capacités ;
- ✓ de confier à chaque unité une mission conforme à ses capacités. Aucune entité militaire ne sera au-dessus de l'autre, chacun ayant reçu en amont une formation répondant aux besoins définis par notre politique de défense ;
- ✓ de spécialiser l'armée davantage dans la lutte contre le terrorisme.

LE VRAI CHANGEMENT c'est maintenant ou jamais !



01 BP 2179 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : +226 25 50 03 71
Site web : www.upcbf.org
www.zeph2015.bf